

OPTIONS D'INVESTISSEMENTS DE DÉVELOPPEMENT POUR LE CANADA

La campagne ONE est fière de mobiliser d'autres organismes de développement international dans un effort de collaboration afin d'exploiter le potentiel du Canada comme chef de file de la lutte contre la pauvreté extrême, en particulier en Afrique subsaharienne. Nous croyons que le Canada a pris du retard au cours des dix dernières années et que le nouveau gouvernement devrait s'engager dans un programme de nouveaux investissements croissants, mais prudents, afin de rejoindre ses pairs dans un premier temps, puis de prendre une position de tête vers la réalisation des objectifs de développement durable.

Sous la direction du premier ministre Trudeau, le Canada peut devenir le principal champion du développement mondial. Pour ce faire, le Canada devrait s'efforcer de regagner son plus haut niveau historique d'aide publique au développement (APD) en y consacrant 0,34 % de son budget, avec des augmentations annuelles de 8 à 10 % destinées à l'APD selon un facteur de majoration rattaché à de nouvelles initiatives stratégiques jusqu'en 2023.

Toutefois, la question ne se résume pas au nombre de dollars canadiens : il est tout aussi important de se pencher sur *la façon* dont ces dollars sont dépensés. La pauvreté frappe plus durement les femmes et les filles dans les pays les plus pauvres, sur tous les plans – économique, social et physique; et pourtant, il est essentiel d'investir dans les femmes et les filles pour rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté extrême et pour assurer la croissance des économies dans leur ensemble. Le Canada, en particulier, peut ouvrir la voie à des investissements intelligents dans les filles et les femmes les plus pauvres de plusieurs façons. Nous proposons trois grandes priorités et quelques domaines d'investissement supplémentaires afin de lutter de façon holistique contre les causes profondes de la pauvreté extrême, en particulier pour les femmes et les filles. L'augmentation graduelle de ces types d'investissements, à l'égard desquels le Canada a fait preuve de leadership dans le passé, est la façon la plus intelligente d'atteindre le taux de 0,34 %.

Trois grandes priorités

1. **Nutrition** : À l'échelon mondial, la malnutrition est la cause sous-jacente de 45 % des décès infantiles et de 20 % des décès maternels. Le Canada pourrait consolider son leadership traditionnel en nutrition, amorcé dans le cadre de l'initiative de Muskoka, en prenant les mesures suivantes :
 - a. lancer un fonds mondial pour la nutrition qui cadre avec les stratégies des pays et qui établit un lien direct entre les engagements et les résultats sur le terrain;
 - b. prendre un engagement ambitieux envers ce fonds qui double le financement actuel du Canada destiné à la nutrition et encourage d'autres donateurs à apporter leur contribution;
 - c. publier de façon transparente toutes les dépenses du Canada consacrées à la nutrition.

08/03/2016

2. **Santé** : Les maladies liées au sida sont maintenant la principale cause de décès pour les femmes âgées de 15 à 44 ans sur la planète et environ 15 millions de femmes enceintes en Afrique subsaharienne n'ont pas accès à un traitement préventif contre le paludisme qui peut causer des fausses couches et le décès de la mère.
 - a. Il convient de louer le Canada d'avoir accepté d'être l'hôte du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et d'avoir pris son engagement ambitieux de verser 785 millions de dollars canadiens sur les trois prochaines années. Cela s'inscrit dans une longue tradition de leadership en santé, particulièrement pour les femmes et les filles, amorcée par l'initiative de Muskoka. Nous espérons que cet engagement envers le Fonds mondial et envers l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI, pour Global Alliance Vaccine Initiative) soit maintenu.
 - b. Afin de consolider ce leadership, le Canada pourrait s'inspirer des leçons que nous avons toutes retenues de la crise de l'Ebola et investir dans le renforcement des réseaux de la santé dans les principaux pays africains, en particulier en augmentant l'effectif féminin du réseau de la santé.
3. **Éducation** : 75 % des filles en Afrique subsaharienne entrent à l'école primaire et seulement 8 % d'entre elles terminent l'école secondaire, un taux qui a de quoi choquer. Le Canada peut paver la voie aux chefs de file féminins de demain en prenant les mesures suivantes :
 - a. offrir des encouragements pour permettre aux filles de terminer leurs études secondaires (p. ex. bourses d'études et programmes qui changent les normes culturelles à l'égard de la violence sexospécifique);
 - b. améliorer l'apprentissage des filles, par exemple en finançant des programmes de recrutement d'enseignantes de qualité et de formation des enseignants;
 - c. promouvoir les droits et le leadership des femmes et des filles en finançant des programmes communautaires de leadership et d'alphabétisation des femmes;
 - d. garantir que nous savons si la situation de l'éducation des femmes et des filles s'améliore en investissant dans des données qui mesurent explicitement les résultats d'apprentissage des filles.

Autres investissements contre les causes profondes de la pauvreté extrême

Énergie : La fumée ambiante est responsable de plus d'un demi-million de décès par an dus à la maladie pulmonaire obstructive chronique chez des femmes dans le monde entier.

Il convient de louer le Canada d'avoir uni à celles des États-Unis dans l'initiative Énergie pour l'Afrique, s'employant à assurer l'accès vital à l'électricité pour les plus pauvres, et de s'être engagé à verser 150 millions de dollars à l'Initiative pour les énergies renouvelables en Afrique durant la COP21 en décembre dernier. Nous espérons que le Canada continuera de soutenir des projets qui assureront l'accès à l'électricité pour les plus pauvres parmi les pauvres en Afrique.

08/03/2016

- Le Canada devrait utiliser son Initiative de financement du développement pour maximiser la mobilisation du secteur privé à l'appui de ses efforts en vue d'augmenter l'accès à l'électricité à la grandeur du continent africain.

Agriculture et sécurité alimentaire : À l'échelon mondial, l'accès des agricultrices aux mêmes ressources productives que celles dont disposent les agriculteurs pourrait augmenter les rendements agricoles de 20 à 30 %, augmenter la production économique de 2,5 à 4 % et réduire le nombre de personnes qui ont faim de 12 à 17 % (de 100 à 150 millions de personnes).

- En 2015, de concert avec le G7, le Canada s'est engagé à aider 500 millions de personnes à sortir de la faim et de la malnutrition d'ici 2030, en accord avec les objectifs mondiaux. Malheureusement, l'aide financière du Canada au développement agricole et à la sécurité alimentaire a été réduite de plus de moitié depuis 2010. Le Canada pourrait montrer la voie au G7 et augmenter considérablement son financement, dans l'objectif précis d'atteindre la cible fixée par le G7 et d'aider des pays africains à atteindre les cibles ambitieuses qu'ils ont établies dans la Déclaration de Malabo de l'Union africaine en 2014.

Connectivité : Dans le monde en développement, la disparité entre les sexes en matière d'utilisation d'Internet est frappante, puisque 16 % moins de femmes que d'hommes vont en ligne.

- L'Internet peut être une force puissante dans la lutte contre la pauvreté, en particulier pour les femmes et les filles. Le Canada a exercé son leadership en soutenant l'accès à Internet et l'accès mobile pour les travailleurs agricoles qui ont pu augmenter le rendement de leur récolte en apprenant de nouvelles méthodes de culture et en vérifiant les prix courants en ligne. Toutefois, beaucoup trop de gens ne sont pas encore branchés. Dans les pays les moins avancés, le Canada pourrait s'employer à brancher les gens les plus pauvres, en particulier les femmes et les filles, en collaborant avec les gouvernements, le milieu des affaires et la société civile afin d'élargir la couverture, d'améliorer la culture numérique et de réduire les coûts d'accès.

Données/transparence/industries extractives : En Afrique subsaharienne, aucune donnée n'est disponible pour plus de 80 % des indicateurs par rapport auxquels la Banque mondiale mesure la situation des femmes.

- Le Canada pourrait ouvrir la voie en comblant cet énorme manque de données en ouvrant l'accès à ses propres données, en faisant en sorte que toutes les données sont ventilées selon le sexe (y compris pour les indicateurs des objectifs de développement durable) et en soutenant les systèmes statistiques nationaux.
- En 2014, le Canada est devenu un chef de file mondial dans la lutte contre la corruption en promulguant la *Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif* et il peut aller encore plus loin en exigeant que les rapports d'entreprises soient présentés dans des formats ouverts, lisibles par machine et publiés dans une base de données centralisée. La même mesure pourrait être prise à l'égard des propriétaires légaux et bénéficiaires de toutes les sociétés inscrites au Canada afin de décourager le recours à des sociétés-écrans anonymes.

08/03/2016

Crise des réfugiés

- Il convient de louer le Canada d'avoir accepté de coprésider le prochain sommet sur la crise des réfugiés avec les États-Unis. Nous espérons que le Canada réalisera les objectifs du sommet (30 % plus de financement, 1 million plus d'enfants réfugiés inscrits à l'école, 1 million plus de réfugiés se voyant accorder le droit de travailler et le doublement des admissions de réfugiés à l'échelon mondial) tout en veillant à ce que les nouveaux engagements financiers à l'égard de la crise des réfugiés s'ajoutent à l'APD actuelle. ONE s'emploie encore à déterminer les niveaux de base qu'il conviendrait d'utiliser pour ces engagements.